



---

# **Cahier des charges**

## **(24194) 104**

### **SPRINT (Réalisation et intégration de logiciels)**

---

La présente procédure s'effectue conformément à la loi fédérale sur les marchés publics (LMP). Par conséquent, toute communication entre les soumissionnaires et le service demandeur est interdite durant la procédure. Pour tout renseignement, veuillez vous adresser exclusivement au service Marchés publics de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL).

<b>Contenu</b>	
<b>1 Définitions et abréviations .....</b>	<b>3</b>
<b>2 Introduction, but du présent document.....</b>	<b>4</b>
2.1 Informations importantes concernant la remise d'une offre .....	4
<b>3 Contexte et description de l'objet du marché .....</b>	<b>4</b>
3.1 Contexte .....	4
3.2 Objet du marché .....	4
3.3 Procédure de commandes mini-tender.....	6
<b>4 Exigences impératives : conditions de participation, critères d'aptitude et spécifications techniques.....</b>	<b>7</b>
4.1 Exigences impératives.....	7
4.2 Respect des exigences impératives .....	7
<b>5 Critères d'adjudication (CAAd) .....</b>	<b>7</b>
5.1 Vue d'ensemble .....	7
5.2 Respect du catalogue des exigences .....	8
<b>6 Évaluation.....</b>	<b>9</b>
6.1 Phases de l'évaluation .....	9
6.2 Méthode d'évaluation.....	10
6.3 Évaluation des prix et des coûts .....	10
<b>7 Structure et contenu de l'offre.....</b>	<b>10</b>
7.1 Généralités .....	10
7.2 Structure de l'offre .....	11
<b>8 Dispositions spéciales .....</b>	<b>12</b>
8.1 Conclusion d'un contrat-cadre .....	12
8.2 Volume maximum .....	12
8.3 Commande des options.....	12
<b>9 Aspects administratifs .....</b>	<b>13</b>
9.1 Adjudicateur.....	13
9.2 Objet du marché .....	14
9.3 Conditions.....	15
9.4 Autres informations.....	16
<b>10 Annexes .....</b>	<b>18</b>
10.1 Annexes et documents référencés .....	18

# 1 Définitions et abréviations

Pour faciliter la lecture du présent document, la forme générique est utilisée pour désigner les deux sexes. Les femmes sont bien entendu également incluses.

Terme / abréviation	Définition
<b>CAd</b>	Critère d'adjudication
<b>CAp</b>	Critère d'aptitude
<b>ChF</b>	Chancellerie fédérale, <a href="http://www.chf.admin.ch">www.chf.admin.ch</a>
<b>CG</b>	Conditions générales de la Confédération
<b>FP externe</b>	Fournisseur de prestations externe à l'administration fédérale ayant obtenu un marché dans le cadre d'un appel d'offres OMC
<b>FP interne</b>	Fournisseur de prestations interne à l'administration fédérale, p. ex. Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication
<b>HERMES</b>	Méthode de gestion des projets dans les secteurs public et privé : <a href="https://www.hermes.admin.ch/fr">https://www.hermes.admin.ch/fr</a>
<b>le service d'achat</b>	Unité centrale compétente conformément à l'Org-OMP (ici : OFCL)
<b>LMETA</b>	Loi fédérale sur l'utilisation de moyens électroniques pour l'exécution des tâches des autorités <a href="#">RS 172.019 - Loi fédérale sur l'utilisation de moyens électroniques pour l'exécution des tâches des autorités .....   Fedlex (admin.ch)</a>
<b>LMP</b>	Loi fédérale sur les marchés publics (RS 172.056.1)
<b>Logiciels à code source ouvert</b>	<a href="#">Logiciels à code source ouvert (admin.ch)</a>
<b>Mini-tender</b>	Procédure électronique de commande de prestations entre les partenaires du contrat-cadre dans le logiciel Mini-Tender Management (MTM)
<b>MTM</b>	Mini-Tender Management : logiciel en ligne permettant aux services demandeurs de procéder à toutes les démarches liées aux mini-tenders découlant des contrats-cadres <a href="#">Thèmes   minitender.info</a>
<b>OFCL</b>	Office fédéral des constructions et de la logistique
<b>OFEV</b>	Office fédéral de l'environnement, OFEV, <a href="https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home.html">https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home.html</a>
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>OMP</b>	Ordonnance sur les marchés publics (RS 172.056.11)
<b>Open Government Data (OGD)</b>	<a href="#">Open Government Data (OGD)</a>
<b>PO</b>	Responsable de produit ( <i>product owner</i> )
<b>SAFe</b>	Scaled Agile Framework : schéma d'organisation et de processus destiné à déployer à grande échelle
<b>Scrum</b>	Méthode agile de gestion et de développement de projet ou de produit ( <a href="https://www.scrum.org/">https://www.scrum.org/</a> )
<b>Service demandeur</b>	Unité d'organisation de la Confédération au profit de laquelle l'acquisition est effectuée
<b>simap</b>	Système d'information sur les marchés publics en Suisse ( <a href="http://simap.ch">simap.ch</a> )
<b>SPRINT</b>	Réalisation et intégration de logiciels, de l'allemand <i>Software-Projekte realisieren und integrieren</i>
<b>ST</b>	Spécification technique
<b>TNI</b>	Transformation numérique et gouvernance de l'informatique

Liste des abréviations

## 2 Introduction, but du présent document

Le présent cahier des charges décrit les buts que le marché faisant l'objet de la présente procédure d'adjudication doit permettre d'atteindre. Il règle la procédure et la forme sous laquelle l'offre doit être remise et constitue, avec les conditions générales de la Confédération ([CG](#)), la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics ([LMP ; RS 172.056.1](#)) et l'ordonnance du 12 février 2020 sur les marchés publics ([OMP ; RS 172.056.11](#)), la base de la présente procédure.

La procédure se fonde sur les dispositions de la loi applicables aux marchés soumis aux accords internationaux.

### 2.1 Informations importantes concernant la remise d'une offre

Les mandataires répondent des prestations convenues dans le contrat spécifique. Les offres de location de services sont donc exclues de cet appel d'offres. Si malgré tout, de telles offres sont remises, elles sont exclues.

Il n'est pas autorisé de présenter une offre pour plusieurs lots. Les offres partielles ne sont pas non plus autorisées et entraînent l'exclusion du soumissionnaire pour le lot concerné (cf. point 9.2.6).

L'objectif est de promouvoir et de renforcer les capacités et la compétitivité des petites et moyennes entreprises dans le domaine des prestations du présent appel d'offres. Par conséquent, la sous-traitance et les communautés de soumissionnaires sont admises.

## 3 Contexte et description de l'objet du marché

### 3.1 Contexte

L'administration fédérale mène des projets informatiques très divers, qui sont généralement conçus, développés et implémentés par des partenaires externes. Les prestations fournies par ces derniers ont été définies dans l'appel d'offres (19070) 810 Applications environnementales de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), publié le 29 mai 2019. Le présent marché public a été conçu pour remplacer cet appel d'offres. Il a été décidé, en concertation avec le secteur Transformation numérique et gouvernance de l'informatique de la Chancellerie fédérale, d'élargir l'objet à d'autres offices fédéraux pour que toute l'administration fédérale centrale puisse en bénéficier.

### 3.2 Objet du marché

L'objectif du présent appel d'offres est de sélectionner des prestataires de services disposant de connaissances très spécialisées et d'une expérience approfondie en matière de soutien technique pour des services informatiques. Dans le cadre du présent appel d'offres, il faudra acquérir des prestataires pour des projets informatiques de petite ampleur (coûts inférieurs à 1 million de francs), pour des projets de grande ampleur (coûts compris entre 1 million et < 5 millions de francs) ainsi que pour soutenir et conseiller les offices demandeurs en matière d'intégration et d'assurance qualité. Les prestations sont donc divisées en trois lots.

- Objet du lot 1 : développement de petits projets (< 1 million de francs)
- Objet du lot 2 : développement de plus gros projets (coûts compris entre 1 million et < 5 millions de francs)
- Objet du lot 3 : intégration

Pour les **lots 1 et 2**, des prestataires spécialisés dans le développement et dans l'assistance sont recherchés. Ils devront fournir des prestations de développement ainsi que des services cloud et établir des rapports ainsi que des évaluations.

Les prestations de développement consistent ici en la création, le perfectionnement, la maintenance et l'assistance d'applications, à code source ouvert<sup>1</sup> notamment. En cas de besoin, il se peut que des prestations d'exploitation soient également requises dans le cadre de certains projets.

**Délimitation :** le présent appel d'offres ne comprend pas de mandats qui consistent principalement en des prestations d'exploitation. Ce sont les fournisseurs de prestations (FP) internes à l'administration fédérale qui assureront l'exploitation des applications développées. Si un service demandeur dispose déjà d'une stratégie d'exploitation impliquant des FP externes, il pourra continuer à fonctionner de cette manière (p. ex. le FP externe Abraxas pour le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication). Les unités administratives qui ont assuré elles-mêmes l'exploitation de leurs applications spécialisées jusqu'à présent pourront continuer à le faire. Lors de chaque sollicitation, le bénéficiaire indique à l'exploitant les prestations qu'il attend et les lui soumet par écrit dans le cadre de toutes les commandes mini-tender (environnement d'exploitation, services informatiques, prestations de service, etc.). Si les prestations ne sont pas indiquées dans le cahier des charges d'une commande, le soumissionnaire a la possibilité de se renseigner lors d'une séance questions-réponses. En outre, cet appel d'offres ne comporte pas non plus de mandats nécessitant une procédure de sécurité relative aux entreprises au sens du [chap. 4 de la loi sur la sécurité de l'information \(LSI, RS 128\)](#). Pour cette raison, les mandats du présent marché public ne peuvent impliquer aucune activité sensible.

Les services cloud consistent ici en des prestations liées aux solutions en cloud. Il s'agit par exemple de conseils, d'intégration, de mise en exploitation d'environnements cloud, de programmation low-code, de prototyping et de mise en œuvre de stratégies.

L'établissement de rapports et d'évaluations consiste ici en la catégorisation, la représentation, l'évaluation, l'agrégation, la préparation et la validation d'une large variété de données d'origines très différentes pour diverses parties prenantes.

Les **lots 1 et 2** ne se distinguent pas par les prestations, mais uniquement par le volume des commandes et par la capacité des adjudicataires. Les commandes du lot 1 représentent des coûts inférieurs à 1 million de francs pour toute la durée de vie des produits. Les commandes du lot 2 représentent des coûts de 1 à 5 millions de francs. Les prestations des lots 1 et 2 comprennent en règle générale la durée complète d'un produit ou, si nécessaire, seulement des parties du cycle de vie. La durée précise est indiquée dans les commandes.

Les prestataires du **lot 3** prendront en charge les tâches liées à l'intégration et au contrôle qualité ainsi qu'à la gestion des risques et du code source dans le champ de développement des logiciels.

L'évaluation de la qualité des logiciels se concentre sur le code source et sur la documentation relative à ce dernier. Ainsi, les prestataires du lot 3 évalueront le code source des produits livrés dans le cadre des lots 1 et 2 (code review, code inspection, etc.). Ils contrôleront si les dossiers sont complets. Pour compléter le contrôle qualité des logiciels des lots 1 et 2, le prestataire élaborera également des mesures et des recommandations, qui constitueront une base pour d'éventuels travaux de garantie.

La gestion du code source s'appuiera sur le contrôle qualité du logiciel et intégrera le code source dans un repository. Les prestataires contrôleront si les livraisons sont complètes et si les règles sont respectées notamment concernant la documentation relative au code source et la nomenclature. La gestion des risques concernera principalement le champ de développement des logiciels et consistera à : déceler et évaluer les risques (liés au contenu, aux coûts et aux délais), définir les mesures et les recommandations, contrôler le respect des prescriptions supérieures (loi fédérale sur l'utilisation de moyens électroniques pour l'exécution des tâches des autorités, Open Government Data [OGD]) et élaborer régulièrement des rapports sur les risques.

Les prestations attendues et les exigences sont détaillées dans les annexes 3.1 et 3.2.

Le tableau suivant récapitule la répartition des lots.

---

<sup>1</sup> Toute publication de produits développés à l'interne avec des logiciels à code source ouvert est effectuée selon les directives, les recommandations et les outils de la Confédération.

Lot	Type de prestations	Annexes où les prestations et les exigences sont détaillées
1	Développement	Annexe 01.1 : Catalogue des exigences Lot 1 Annexe 03.1 (description des prestations lots 1 et 2) Annexe 04.1 : Justificatifs des CAp et CAd lot 1 Annexe 07 : Références de l'entreprise
2	Développement	Annexe 01.2 : Catalogue des exigences Lot 2 Annexe 03.1 (description des prestations lots 1 et 2) Annexe 04.2 : Justificatifs des CAp et CAd lot 2 : Annexe 07 : Références de l'entreprise
3	Intégration	Annexe 01.3 : Catalogue des exigences Lot 3 Annexe 03.2 (description des prestations lot 3) Annexe 04.3 : Justificatifs des CAp et CAd lot 2 : Annexe 07 : Références de l'entreprise

### 3.2.1 Vue d'ensemble des prestations

Le tableau ci-dessous présente les lots, le nombre d'adjudicataires par lot ainsi que la durée et le volume du contrat-cadre. Les quantités d'achats indiquées sont des plafonds qui tiennent compte des montants contractuels maximaux pouvant être acquis par commande conformément au contrat-cadre. Il faut partir du principe que les quantités moyennes indiquées seront achetées chaque année. Ces chiffres sont basés sur des valeurs empiriques. Toutefois, les quantités d'achats effectives dépendront des mandats attribués par les offices fédéraux. Il n'en résulte aucune obligation d'achat contraignante pour l'adjudicateur ni aucune obligation de prestation pour les mandataires.

Les **quantités d'achats** de tous les lots sont mises en adjudication comme étant **entièrement optionnelles** et sont convenues contractuellement pour 9 (lots 1 et 2) et 11 ans (lot 3). L'adjudicateur se réserve expressément le droit de commander tout ou partie des prestations faisant l'objet du présent appel d'offres ou de renoncer entièrement à ces dernières.

Lot n°	Nombre d'adjudicataires	Durée et volume du contrat-cadre
1 : développement pour de petits projets ( < 1 million de francs)	12	<b>9 ans</b> (dès signature du contrat jusqu'au 31 décembre 2033)
		138,4 millions de francs
		Ø quantité d'achat par année = 15,4 millions de francs
2 : développement pour de plus gros projets (coûts compris entre 1 million et < 5 millions de francs)	5	<b>9 ans</b> (à compter de la signature du contrat jusqu'au 31 décembre 2033)
		50,0 millions de francs
		Ø quantité d'achat par année = 5,5 millions de francs
3 : intégration	3	<b>11 ans</b> (à compter de la signature du contrat jusqu'au 31 décembre 2035)
		33,0 millions de francs
		Ø quantité d'achat par année = 3,0 millions de francs
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>221,4 millions de francs</b>

Tableau 1 : Répartition par lot et structures de quantité

### 3.3 Procédure de commandes mini-tender

En pratique, les prestations sont sollicitées par commandes mini-tender, conformément à l'art. 25, al 5, LMP. Le déroulement de la procédure de commande mini-tender, y compris le procédé de

candidature, est détaillé au point 4.2 du contrat-cadre.

Après la conclusion du contrat-cadre (annexes 6.1 à 6.3) et pour chaque commande mini-tender, les adjudicataires reçoivent une demande d'offre par voie électronique de la part du bénéficiaire. Lorsqu'un mandat est attribué, les adjudicataires non sélectionnés sont informés du résultat par courriel. Les mandats sont ensuite attribués directement par le service demandeur responsable du projet et du financement de celui-ci. Des informations complémentaires sur la procédure de mini-tender et le portefeuille de prestations sont disponibles sur le site [minitender.info](https://minitender.info).

Les exigences impératives définies dans le présent appel d'offres doivent être remplies dans tous les cas, y compris dans le cadre des commandes.

## 4 Exigences impératives : conditions de participation, critères d'aptitude et spécifications techniques

### 4.1 Exigences impératives

Toutes les entreprises qui ont les capacités économiques et techniques nécessaires et qui remplissent les conditions de participation, les critères d'aptitude et les spécifications techniques suivants sont invitées à présenter une offre en francs suisses (CHF).

### 4.2 Respect des exigences impératives

Au moment du dépôt de son offre, le soumissionnaire doit prouver qu'il remplit dans leur intégralité et sans restriction ni modification les exigences impératives énumérées dans les annexes 1.1 à 1.3 (conditions de participation, critères d'aptitude et spécifications techniques). Dans le cas contraire, sa demande ne sera pas prise en considération.

## 5 Critères d'adjudication (CAAd)

### 5.1 Vue d'ensemble

Les critères d'adjudication (CAAd) permettent d'évaluer les offres en leur attribuant un certain nombre de points. Les offres sont ensuite classées sur la base des points obtenus.

Les adjudications sont octroyées de la manière suivante :

- Pour le lot 1, les 12 soumissionnaires dont l'offre compte le plus grand nombre de points obtiennent chacun un contrat-cadre.
- Pour le lot 2, les 5 soumissionnaires dont l'offre compte le plus grand nombre de points obtiennent chacun un contrat-cadre.
- Pour le lot 3, les 3 soumissionnaires dont l'offre compte le plus grand nombre de points obtiennent chacun un contrat-cadre.

#### Critères d'adjudication – lot 1 : développement de petits projets (coûts < à 1 million de francs)

N°	Désignation	Points	Pondération en %
CAAd 1	Offre de prix	4000	40 %
CAAd 2	Expériences du soumissionnaire	3000	30 %
CAAd 3	Disponibilité et capacité du soumissionnaire à assurer des services de piquet	500	5 %
CAAd 4	Cloud et certificats	1000	10 %
CAAd 5	Exercice (sans présentation)	1500	15 %
	Total maximal des points et pondération	10 000	100 %

Vue d'ensemble des critères d'adjudication – lot 1

#### Critères d'adjudication – lot 2 : développement de plus gros projets (coûts compris entre 1

million et < 5 millions de francs)

N°	Désignation	Points	Pondération en %
CAd 1	Offre de prix	3000	30 %
CAd 2	Expériences du soumissionnaire	4000	40 %
CAd 3	Disponibilité et capacité du soumissionnaire à assurer les services de piquet	500	5 %
CAd 4	Cloud et certificats	1000	10 %
CAd 5	Exercice (sans présentation)	1500	15 %
	Total maximal des points et pondération	10 000	100 %

Vue d'ensemble des critères d'adjudication – lot 2

### Critères d'adjudication – lot 3 : intégration

N°	Désignation	Points	Pondération en %
CAd 1	Offre de prix	4000	40 %
CAd 2	Expérience dans la mise en œuvre d'une gestion de la qualité et des risques dans le domaine informatique auprès de grandes entreprises	3000	30 %
CAd 3	Certification (HERMES)	1500	15 %
CAd 4	Présentation	1500	15 %
	Total maximal des points et pondération	10 000	100 %

Vue d'ensemble des critères d'adjudication – lot 3

## 5.2 Respect du catalogue des exigences

Les exigences du catalogue des exigences (annexes 1.1 à 1.3) et les réponses qui y sont données doivent être formulées de manière complète, détaillée et compréhensible. Les documents et les justificatifs doivent être joints à l'offre là où cela est demandé. Il peut renvoyer à des documents supplémentaires, à condition d'indiquer précisément quels sont les passages pertinents. **Si un critère est divisé en sous-critères, il faut traiter en détail chacun d'entre eux.** Les indications demandées dans le catalogue des exigences (annexes 1.1 et 1.3) doivent être fournies de manière complète et compréhensible. Les déclarations d'accord concernant les demandes de références ne doivent pas être jointes à l'offre.

Important : le service d'achat se réserve le droit de contrôler l'exactitude du contenu des documents que le soumissionnaire joint à son offre et/ou des données auxquelles il renvoie et, si nécessaire, d'exiger de ce dernier des informations complémentaires. Si les indications fournies sont incompréhensibles ou non pertinentes ou si les données et documents exigés font défaut ou sont incomplets, cela peut avoir une influence négative sur l'évaluation de l'offre.

Exercice (CAD 5, lots 1 et 2) et présentation (CAD 4, lot 3)

Après l'évaluation des critères, les entreprises qui ont obtenu assez de points pour se voir possiblement attribuer une adjudication reçoivent un exercice au plus tard 10 jours avant la soumission (lots 1 et 2) ou la présentation (lot 3) par courriel. Dans le cadre des lots 1 et 2, les soumissionnaires reçoivent un exercice à effectuer à l'écrit uniquement. Ils ne doivent pas le présenter.

Le tableau suivant ne concerne que les présentations relatives au lot 3.

N°	Thème	Durée en min.
0	1. Accueil par la direction de projet du service demandeur 2. Présentation de tous les participants	5



<b>1</b>	<i>Présentation de l'entreprise, des éventuels sous-traitants et de l'équipe de projet</i>	<i>10</i>
<b>2</b>	<i>Présentation de la solution à l'exercice, questions</i>	<i>30</i>
<b>3</b>	<i>Séance questions-réponses</i>	<i>10</i>
<b>4</b>	<i>Procès-verbal</i>	<i>5</i>
<b>Durée totale</b>		<b>60</b>

Chaque soumissionnaire dispose de 30 minutes pour exposer sa solution à l'exercice Chaque soumissionnaire dispose de 30 minutes.

Du côté du soumissionnaire, quatre personnes au maximum peuvent prendre part à la présentation. La personne qui assume la fonction d'interlocuteur privilégié (aussi appelée *single point of contact*, SPOC) est tenue d'y participer.

La présentation aura lieu dans la région de Berne, vraisemblablement durant la semaine 6 2025. Les soumissionnaires sont priés de réserver cette semaine. L'invitation est envoyée au plus tard 10 jours avant la date fixée. Les présentations sont faites en allemand.

Les locaux sont équipés d'un vidéoprojecteur et d'un tableau de conférence. Un réseau public WLAN est disponible. Le soumissionnaire est libre de choisir s'il souhaite utiliser ce matériel.

La présentation n'est pas rémunérée.

## 6 Évaluation

### 6.1 Phases de l'évaluation

Les étapes suivantes aboutissent à la décision d'adjudication :

Étape	Description de l'activité
<b>1</b>	Publication de l'appel d'offres sur la plateforme simap.ch
<b>2</b>	Questions-réponses
<b>3</b>	Réception des offres
<b>4</b>	Évaluation des offres reçues (voir point 9.4.3)
<b>5</b>	Éventuelle rectification des offres (cf. point 9.4.3)
<b>6</b>	Exercice (lots 1 et 2 à l'écrit, lot 3 avec présentation)
<b>7</b>	Évaluation et décision d'adjudication
<b>8</b>	Publication de l'adjudication sur la plateforme simap.ch

*Aperçu des phases de l'évaluation*

6.2 Méthode d'évaluation

6.2.1 Méthodes d'évaluation utilisées

Le respect des critères d'adjudication qualitatifs est évalué au moyen des méthodes suivantes :

Méthode A	Méthode B	Méthode C
A = critère rempli à 100 %	A = critère rempli à 100 %	A= critère rempli à 100 %
B = critère rempli à 75 %	B = critère rempli à 50 %	B = critère rempli à 0 %
C = critère rempli à 50 %	C = critère rempli à 0 %	
D = critère rempli à 25 %		
E = critère rempli à 0 %		

La méthode d'évaluation utilisée pour chaque critère d'adjudication est indiquée dans les annexe 1.1 et 1.3 (catalogue des exigences).

6.3 Évaluation des prix et des coûts

Critère d'adjudication Prix

L'évaluation porte sur le tarif-temps moyen proposé par le soumissionnaire. Celui-ci est défini comme suit :

Tarif-temps moyen pour l'évaluation = tarif horaire demandé pour la prestation

Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère jusqu'à concurrence de 50 % reçoivent des points (interpolation linéaire entre 100 % et 150 %).  
Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère de 150 % ou plus obtiennent zéro point.  
Lorsque le résultat du calcul effectué selon la formule ci-dessous est un nombre négatif, le nombre de points attribué est donc de 0 (pas de points négatifs).

Formule pour le calcul du prix :

Points

(Pmax – P)

(Pmax – Pmin)

- M = nombre maximal de points
- P = prix de l'offre à évaluer
- Pmin = prix de l'offre admise la moins chère
- Pmax = prix pour lequel le nombre de points attribué est de zéro (Pmin \* 150 %)

Exemple fictif de calcul pour le lot 1 (similaire pour les lots 2 et 3) :

- M = 3000 points pour le prix
- Pmin = 500 000 francs
- Pmax = 750 000 francs (1,5 x 500 000)
- Soumissionnaire A 500 000 francs 3000 points
- Soumissionnaire B 680 000 francs 840 points
- Soumissionnaire C 905 000 francs 0 point

7 Structure et contenu de l'offre

7.1 Généralités

Afin de garantir une évaluation rapide et équitable, le soumissionnaire est tenu de respecter la structure de l'offre suivante.

## 7.2 Structure de l'offre

Chapitre Offre	Contenu	Référence dans les documents d'appel d'offres
N° 1	<b>Aperçu de l'entreprise</b> (max. 2 pages A4) Contenu: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Siège principal et éventuelles succursales</li> <li>- Forme juridique</li> <li>- Produits et prestations phares</li> </ul> Si l'entreprise fait appel à des sous-traitants, il faut indiquer les données et les rôles de toutes les entreprises concernées (max. 2 pages A4 pour chaque sous-traitant).	
N° 2	<b>Catalogue des exigences, avec feuille de prix,</b> dûment rempli et signé (signature juridiquement valable)	Annexes 1.1, 1.2 et 1.3
N° 3	<b>Annexes au catalogue des exigences et justificatifs</b> (Justificatifs des différents critères tels que la « déclaration du soumissionnaire » de la CA, références)	Annexes 4.1, 4.2 ou 4.3 et éventuels justificatifs définis aux annexes 1.1, 1.2 ou 1.3 et les annexes 2.1, 2.2, 7 et 9
N° 4	<b>Feuille des prix</b>	Annexe 5 Feuille des prix
N° 5	<b>Lettre accompagnant l'offre</b>	Annexe 8
N° 6	<b>Autres pièces jointes du soumissionnaire</b>	

*Aperçu de la structure de l'offre*

## 8 Dispositions spéciales

### 8.1 Conclusion d'un contrat-cadre

Les adjudicataires sont étroitement intégrés dans la planification et la mise en œuvre. Un contrat-cadre est conclu avec eux pour régler les prestations et les travaux. Il règle notamment les points suivants :

- les éléments fondamentaux de la collaboration (notamment processus, compétences, responsabilités et conditions)
- le plafond de coûts maximum
- la collaboration avec du personnel interne de l'office
- l'établissement de la convention de prestations
- l'assurance qualité
- les tarifs horaires maximaux sur lesquels se basent les calculs pour les offres des différents lots de travaux
- les modalités de résiliation du contrat-cadre

Dans les limites du présent appel d'offres et selon ses besoins, le service demandeur sollicitera des prestations (services ou travaux) au moyen d'une commande mini-tender.

Sur la base du contrat-cadre, il sera convenu de la réalisation des projets individuels dans des contrats individuels conclus entre l'office concerné et le mandataire. Le fournisseur est alors sélectionné parmi les **fournisseurs au bénéfice d'un contrat-cadre** par le biais d'une procédure d'une commande mini-tender.

L'obligation de fournir des prestations relevant de projets particuliers naît uniquement des contrats subséquents.

Le contrat-cadre fait partie du dossier d'appel d'offres (voir le point 4.2 des projets de contrats-cadres pour les lots 1, 2 et 3 aux annexes 6.1, 6.2 et 6.3).

### 8.2 Volume maximum

Comme il n'est pas possible de prévoir au moment de l'adjudication quel adjudicataire sera finalement retenu pour chaque prestation, un volume maximal correspondant au volume de l'appel d'offres par lot est convenu avec chacun des adjudicataires dans un contrat-cadre, conformément au tableau 1 du point 3.2.1. Toutefois, cet ordre de grandeur est de nature purement optionnelle. Le nombre d'heures effectivement commandées à chaque fournisseur au bénéfice d'un contrat-cadre à la fin de la période contractuelle dépend du nombre de fois où chaque fournisseur au bénéfice d'un contrat-cadre a été retenu lors d'une demande d'offre.

Dès que la somme des contrats subséquents conclus a atteint le volume maximal, les adjudicataires respectifs sont informés de l'utilisation complète de ce volume. Il ne sera alors plus possible de passer d'autres commandes au titre de ces contrats-cadres.

### 8.3 Commande des options

La procédure de commande est détaillée au point 4.2 des annexes 6.1, 6.2 et 6.3 (contrats-cadres des lots 1, 2 et 3).

## 9 Aspects administratifs

### 9.1 Adjudicateur

#### 9.1.1 Nom officiel et adresse de l'adjudicateur

**Service demandeur**

Chancellerie fédérale ChF  
Transformation numérique et gouvernance de l'informatique TNI  
Monbijoustrasse 91  
3003 Berne

**Service d'achat / organisateur**

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL  
Fellerstrasse 21  
CH-3003 Berne

#### 9.1.2 Adresse de dépôt des offres

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL  
Service des appels d'offres  
Projet (24194) 104 SPRINT (Réalisation et intégration de logiciels)  
Fellerstrasse 21  
CH-3003 Berne  
E-Mail : [beschaffung.wto@bbl.admin.ch](mailto:beschaffung.wto@bbl.admin.ch)

#### 9.1.3 Délai souhaité pour poser des questions par écrit

**14.11.2024**

**Remarques :**

Les questions portant sur le présent appel d'offres peuvent être posées de façon anonyme sur le forum de questions du site [www.simap.ch](http://www.simap.ch).  
Les questions posées après la date susmentionnée ne seront pas traitées.  
Les soumissionnaires seront immédiatement avertis par courriel de la publication des réponses sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch).

#### 9.1.4 Délai de clôture pour le dépôt des offres

**06.01.2025**

**Prescriptions formelles :**

L'offre complète (cf. 7.2 Structure de l'offre) doit être remise à l'OFCL à l'adresse indiquée au point 9.1.2 au plus tard le 06.01.2025 en un exemplaire sous forme électronique (sur clé USB\* non codée, non protégée par mot de passe) avec une lettre d'accompagnement (annexe 8) contenant les informations relatives aux lots concernés. Il n'y a aucune prescription de forme pour les signatures respectives sur les documents. Partant, une copie scannée signée à la main ou une version signée électroniquement est autorisée.

L'offre entière doit figurer sur la clé USB.

**\* Clé USB :** veuillez noter que l'offre complète doit être contenue sur la clé USB sous une forme lisible pour l'équipe d'évaluation. En cas de fichiers illisibles, l'équipe d'évaluation se réserve, et ceci sans rectification préalable, le droit de retirer des points ou - en cas de défauts graves - d'exclure l'offre pour des raisons d'égalité de traitement en raison de son caractère incomplet.

Veuillez inscrire les noms de votre entreprise et d'une personne de contact sur l'enveloppe contenant la **clé USB**. Il n'y a aucune prescription de forme pour les signatures respectives sur les documents (signatures électroniques avancées, signatures électroniques qualifiées ou signature manuelle scannée).

En outre, veuillez imprimer et joindre le formulaire « Lettre accompagnant l'offre » (annexe 8) uniquement, rempli et signé

- a) Remise à la réception des marchandises de l'OFCL (par le soumissionnaire lui-même ou par un coursier) :  
l'offre doit être remise au plus tard à la date indiquée ci-dessus, durant les heures d'ouverture de la réception des marchandises (8 h - 12 h et 13 h - 16 h), contre un accusé de réception.
- b) Remise par voie postale :  
le sceau postal ou le justificatif avec code-barres permettant d'assurer le suivi des envois d'un office de poste suisse ou étranger reconnu officiellement est déterminant pour la date de remise (l'affranchissement par une machine d'entreprise n'est pas reconnu comme sceau postal). En cas d'envoi avec affranchissement WebStamp, le fardeau de la preuve de la remise en temps utile incombe au soumissionnaire.
- c) Remise à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse à l'étranger :  
les soumissionnaires étrangers peuvent remettre leur offre au plus tard à la date susmentionnée à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse dans leur pays, pendant les heures d'ouverture, contre un accusé de réception. Ils sont tenus d'envoyer ce dernier par courrier électronique à l'adresse indiquée au point 9.1.2 au plus tard à la date limite de dépôt des offres.

Le soumissionnaire doit s'assurer dans tous les cas qu'il possède une preuve du fait qu'il a remis sa demande de participation dans les délais.

Les offres remises en retard ne seront pas prises en considération et seront renvoyées à leur expéditeur.

#### **9.1.5 Genre d'adjudicateur**

Confédération

#### **9.1.6 Type de procédure**

Procédure ouverte

#### **9.1.7 Genre de marché**

Marché de services

#### **9.1.8 Le marché est-il soumis à l'accord GATT/OMC ou aux accords internationaux?**

Oui

### **9.2 Objet du marché**

#### **9.2.1 Genre du marché de services**

Traitement de données, activités apparentées

#### **9.2.2 Lieu de la fourniture**

Sites de l'administration fédérale en Suisse, sauf dispositions contraires prévues par les contrats spécifiques.

#### **9.2.3 Durée du contrat**

108 mois à compter de la signature du contrat-cadre pour les lots 1 et 2

132 mois à compter de la signature du contrat-cadre pour le lot 3

#### **9.2.4 Le marché est-il divisé en lots?**

Oui

#### **9.2.5 Des variantes sont-elles admises?**

Non

#### **9.2.6 Des offres partielles sont-elles admises?**

Oui. Des offres partielles pour des fractions d'un lot ne sont pas admises.

#### **9.2.7 Délai d'exécution**

Début : dès le début de l'adjudication

Fin : jusqu'au 31 décembre 2033 pour les lots 1 et 2 et jusqu'au 31 décembre 2035 pour le lot 3

Des contrats spécifiques peuvent être conclus au-delà de la durée du présent contrat-cadre (trois ans de plus au maximum).

### **9.3 Conditions**

#### **9.3.1 Cautions/garanties**

Aucune

#### **9.3.2 Conditions de paiement**

Le montant net de la facture, en francs suisses et augmenté de la TVA, est payé dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, à condition que celle-ci ait été établie correctement.

Des renseignements sur la facturation électronique sont disponibles sur la page Internet suivante de l'administration fédérale :

<https://www.efv.admin.ch/efv/fr/home/efv/erechnung/aktuell.html>

#### **9.3.3 Coûts à inclure dans le prix offert**

Tous les prix doivent être indiqués en CHF, hors TVA. Les prix hors TVA incluent les assurances, les frais, les cotisations sociales, etc.

#### **9.3.4 Communautés de soumissionnaires**

Admis. Les communautés de soumissionnaires doivent désigner une entreprise chargée de la direction du projet (représentation, coordination) et indiquer les noms et les rôles de tous leurs membres.

#### **9.3.5 Participation multiple de communautés de soumissionnaires**

Les participations multiples de soumissionnaires à des communautés de soumissionnaires ne sont pas admises.

#### **9.3.6 Sous-traitance**

Admises. Si le soumissionnaire fait appel à des sous-traitants pour l'exécution des prestations, il assume la responsabilité générale du projet. Il indique les noms et les rôles de tous ses sous-traitants. La prestation caractéristique doit en principe être fournie par le soumissionnaire.

### **9.3.7 Participation multiple de sous-traitants**

Une entreprise peut intervenir en tant que sous-traitant pour un seul soumissionnaire uniquement. La participation multiple en tant que sous-traitant pour différents soumissionnaires n'est pas autorisée.

### **9.3.8 Indemnité pour l'établissement/la présentation orale des offres**

Aucune indemnité n'est versée.

### **9.3.9 Langues des offres**

Français, allemand ou italien.

### **9.3.10 Validité de l'offre**

180 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

### **9.3.11 Langue des documents d'appel d'offres**

Les documents d'appel d'offres sont disponibles en allemand et en français. En cas de divergences entre les versions, la version allemande fait foi.

### **9.3.12 Langue de la procédure**

La présente procédure d'adjudication est conduite en allemand. Cela signifie que toutes les communications du service adjudicateur sont faites au moins dans cette langue.

## **9.4 Autres informations**

### **9.4.1 Conditions pour les pays n'ayant pas adhéré à l'accord de l'OMC**

Aucune

### **9.4.2 Conditions générales**

Sont applicables les conditions générales (CG) de la Confédération suivantes:

- CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)
- CG pour les contrats d'entreprise dans le domaine informatique et pour la maintenance de logiciels individuels (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)

Disponibles sous : [Conditions générales \(admin.ch\)](#)

### **9.4.3 Examen et rectification des offres**

L'examen des offres s'effectue conformément à l'art. 38, LMP. La rectification des offres s'effectue exclusivement aux conditions et sur la base de l'art. 39, LMP, sur demande explicite de l'adjudicateur.

### **9.4.4 Maintien du secret**

Les parties traitent de manière confidentielle tous les faits et informations qui ne sont pas publics ni accessibles au public, même en cas de doute. Elles s'engagent à prendre toutes les mesures que l'on peut raisonnablement attendre d'elles du point de vue économique et toutes les mesures techniques et organisationnelles possibles pour protéger les faits et informations confidentiels contre l'accès et la prise de connaissance par des tiers non autorisés.

L'adjudicateur n'enfreint pas l'obligation de garder le secret lorsqu'il communique des informations confidentielles au sein de son propre groupe de sociétés (ou au sein de l'administration fédérale) ou aux tiers auxquels il fait appel. Il en va de même pour le soumissionnaire lorsque la transmission d'informations confidentielles est nécessaire à l'exécution du contrat ou lorsque des dispositions du contrat sont communiquées au sein de son propre groupe de sociétés.



Sans autorisation écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire ne peut se prévaloir d'une collaboration en cours ou achevée avec l'adjudicateur, pas plus qu'il ne peut indiquer celui-ci comme référence.

Les parties imposent l'obligation de garder le secret à leurs collaborateurs, à leurs sous-traitants, à leurs fournisseurs et aux autres tiers auxquels elles font appel.

#### **9.4.5 Clause d'intégrité**

Le soumissionnaire et l'adjudicateur s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption. Ils s'abstiennent en particulier d'offrir ou d'accepter de l'argent ou tout autre avantage.

En cas de manquement à cette clause, le soumissionnaire doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Le montant de cette peine s'élève à 10 % de la valeur du contrat, mais à 3000 francs au moins par infraction.

Le soumissionnaire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne en principe la révocation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat par l'adjudicateur pour juste motif.

#### **9.4.6 Autres indications**

Réserve d'approbation du crédit : les demandes et décisions annuelles relatives aux crédits des organes compétents de la Confédération en matière de budget et de plan financier demeurent réservées.

L'adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations faisant l'objet du présent appel d'offres au profit d'autres services demandeurs de l'administration fédérale et de commander tout ou partie des prestations faisant l'objet des options ou de renoncer entièrement à ces dernières.

## 10 Annexes

### 10.1 Annexes et documents référencés

Description	À remplir par le soumissionnaire	À titre d'information
Annexe 1.1 Catalogue des exigences – lot 1	x	
Annexe 1.2 Catalogue des exigences – lot 2	x	
Annexe 1.3 Catalogue des exigences – lot 3	x	
Annexe 2.1 Déclaration du soumissionnaire CA	x	
Annexe 2.2 Déclaration art. 29c – Ordonnance Ukraine	x	
Annexe 3.1 Description lots 1 et 2 – développement		x
Annexe 3.2 Description lot 3 – intégration		x
Annexe 4.1 Formulaire des justificatifs – lot 1	x	
Annexe 4.2 Formulaire des justificatifs – lot 2	x	
Annexe 4.3 Formulaire des justificatifs – lot 3	x	
Annexe 5 Feuille de prix	x	
Annexe 6 Projet de contrat-cadre – lot 1-3		x
Annexe 7 Références de l'entreprise	x	
Annexe 8 Lettre accompagnant l'offre	x	
Annexe 9 Communauté de soumissionnaires – Procuration	x	
Annexe 10 Conditions générales pour les services informatiques		x
Annexe 11 Conditions générales pour les contrats d'entreprise dans le domaine informatique		x

*Aperçu des annexes référencées*